

FO, fête ses soixante-dix ans !

La confédération Force ouvrière (FO), qui tient son 24e congrès du 23 au 27 avril à Lille, est née il y a 70 ans après une scission avec la CGT. C'est le troisième syndicat français en termes d'audience.

FO a recueilli 15,6% des voix aux élections professionnelles dans le privé, selon les derniers résultats publiés en 2017, derrière la CFDT (26,3%) et la CGT (24,9%). Elle fait partie des cinq centrales représentatives au niveau national.

Dans la fonction publique, où Force ouvrière est davantage implantée, elle est ressortie également troisième (18,6%, en hausse de 0,5 point) aux dernières élections de décembre 2014. Mais c'est le premier syndicat dans la fonction publique d'État (17%).

Ses secteurs d'implantation sont notamment les services publics et de santé, la fonction publique d'Etat, l'enseignement, la métallurgie, la police, le commerce alimentaire, la sécurité sociale.

La confédération revendique 20.000 implantations, dont 2.000 dans le public.

Le nombre des adhérents reste imprécis. La centrale parle d'"environ 500.000 adhérents", inchangé depuis 2011.

Le congrès, tous les trois ou quatre ans, vote le rapport d'activité, qui fait le bilan des trois années écoulées.

Il vote aussi le document d'orientation générale, sorte de programme de la confédération jusqu'au congrès suivant. Ce texte aura valeur de test pour Pascal PAVAGEAU, le futur leader FO, qui l'a écrit.

Entre 3.000 et 4.000 délégués y sont attendus.

Le Comité confédéral national (CCN) - le "parlement" qui pèse environ 150 voix issues des fédérations et des unions départementales - vote pour le secrétaire général, ce qu'il fera le 27 avril. Seul Pascal PAVAGEAU est candidat.

Le CCN va aussi désigner le bureau confédéral, composé de 12 membres, en plus du secrétaire général, de même que la commission exécutive (35 membres).

Sur le plan international, FO est membre fondateur de la Confédération européenne des syndicats (CES) et de la Confédération syndicale internationale (CSI).

FO a été créée en avril 1948 par des militants emmenés par Léon Jouhaux, co-secrétaire général de la CGT, qui quitte la CGT quatre mois plus tôt pour dénoncer l'emprise du Parti communiste sur le syndicat.

La confédération revendique l'héritage historique de la CGT, créée en 1895, et s'appelle officiellement "CGT-Force Ouvrière", par habitude FO.

Robert BOTHEREAU en a été le premier secrétaire général (1948-1963). Lui ont succédé André Bergeron (1963-1989) et Marc Blondel (1989-2004). Tous deux sont morts en 2014. Jean-Claude MAILLY aura dirigé FO pendant 14 ans, très loin du record de 26 ans de Bergeron.

Pascal PAVAGEAU, un ingénieur issu de la fonction publique pour diriger FO



Issu de la fonction publique, militant depuis près de trente ans, Pascal PAVAGEAU affiche son "indépendance", politique notamment, et aura la lourde tâche de rassembler les troupes, déstabilisées par les prises de positions de son prédécesseur sur les ordonnances travail.

"Il n'est pas tombé de la dernière pluie", dit de lui Jean-Claude MAILLY qui, à 65 ans, passera le relais le 27 avril.

Cet Orléanais, 49 ans depuis le 22 mars, assure que prendre la tête du troisième syndicat français, il n'y pense pas "tous les matins". Mais il s'y est tout de même préparé de longue date.

Dès 2011, il annonce à Jean-Claude MAILLY son intention de se porter candidat. A l'époque, le numéro un de Force ouvrière caressait l'espoir de passer le relais à un proche, Stéphane Lardy, qui y a renoncé depuis.

Pascal PAVAGEAU n'est pas un proche de Jean-Claude MAILLY. Et même si Bernard Vivier, directeur de l'Institut supérieur du travail, pense que la ligne "ne va pas changer de façon considérable", lui s'évertue à exprimer sa différence avec l'actuel dirigeant.

Il critique vertement la politique de Macron "du chacun pour soi" et n'écarte pas une éventuelle convergence des luttes, idée chère à la CGT qu'il préfère appeler "unité d'action". Le refus de l'actuel secrétaire général de manifester contre les ordonnances réformant le code du travail reste "un mystère" pour Pascal PAVAGEAU.

Et si Jean-Claude MAILLY a évité ces derniers mois de défiler avec la CGT, on a vu son successeur manifester avec les fonctionnaires, les cheminots ou contre les ordonnances, parfois au côté de Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT.

"Un pragmatique"

Pascal PAVAGEAU insiste aussi sur son "indépendance". "Je ne suis pas franc-maçon, je n'appartiens à aucun parti", répète à l'envi le syndicaliste.

Son histoire avec FO commence en 1990. Il est alors étudiant à l'École nationale des travaux publics de l'État (ENTE), où FO occupe une confortable première place. L'étudiant y crée une section pour les élèves et ne quittera plus le syndicat, qu'il loue pour son "indépendance".

Fonctionnaire d'État depuis 1994, l'ingénieur se spécialise dans les questions d'environnement et de développement durable, des sujets qu'il portera au sein de son syndicat.

Débutant sa carrière professionnelle comme chef de la police de l'eau au sein des préfectures du Nord et du Pas-de-Calais, il a ensuite dirigé une unité territoriale de la navigation, avant de rejoindre la direction régionale de l'Environnement de la région Centre. A partir de 2004, il est détaché du ministère de l'Écologie pour assurer ses fonctions syndicales.

En 2007, il mène la fronde contre la Révision générale des politiques publiques, initiée sous le quinquennat Sarkozy.



FO Centrale de Bercy
Bâtiment Vauban - Nord 5 - Pièces 0044/0053
139 rue de Bercy 75572 Paris cedex 12

Actuellement membre du bureau confédéral (direction), ce fan de musique métal se décrit comme un "réformiste militant", en charge du "secteur économique" (économie, fiscalité, services publics, environnement).

"C'est un pragmatique, un FO pur jus, c'est-à-dire qu'on négocie tout ce qu'on peut, puis on établit un rapport de force", dit de lui Philippe PIHET, membre de la direction de la centrale. Il table sur une "continuité" des positions du troisième syndicat français.

Raymond SOUBIE, ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy, écrivait récemment dans l'Obs voir dans Pascal PAVAGEAU un numéro un "très légitime, sans réelle contestation en interne, et très structuré".

A la tête de FO, Pascal PAVAGEAU veut "réhabiliter" le syndicalisme

Le futur numéro un de FO, Pascal PAVAGEAU, condamne la "logique d'individualisation" de la société prônée selon lui par Emmanuel Macron et se prête à rêver d'une "réhabilitation" du syndicalisme, dans un entretien à l'AFP.

Celui qui doit être élu le 27 avril secrétaire général de Force ouvrière, précise d'emblée qu'il n'est pas franc-maçon et n'appartient à aucun parti. Une façon pour lui de marquer une distance avec Jean-Claude MAILLY, à la tête du troisième syndicat français depuis 2004.

"Je veux incarner l'indépendance, ce qui est un changement depuis la création" de FO en 1948, après une scission avec la CGT: tous les secrétaires généraux de FO étaient adhérents du parti socialiste.

La ligne de ce presque quinquagénaire issu de la fonction publique? Celle de FO "historique", c'est-à-dire "négocier à chaque fois qu'on peut le faire car la négociation est un rapport de force, un bras de fer intense".

Et ensuite? "Pas d'état d'âme" à aller à la contestation, qui va de l'action en justice à la grève et à la manifestation.

Approuvant la convergence des luttes prônée par la CGT, il lui préfère le terme "unité d'action". Mais elle "ne s'improvise pas et se prépare".

Le terrain semble propice, selon lui. "De plus en plus de travailleurs et de citoyens sont d'accord pour dire que la vision de Macron du nouveau monde où on est tous livrés à nous-mêmes, tous autoentrepreneurs, ne correspond pas à l'esprit d'une République d'égalité des droits".

"Bombes à fragmentation"

Plus globalement, il critique la "logique d'individualisation" prônée selon lui par le président de la République à l'opposé de sa propre vision, fondée sur le "droit collectif, l'égalité des droits et les valeurs républicaines".

Il est "frontalement contre" le compte personnel d'activité (CPA), mis en place sous François Hollande et qui, selon lui, "suit une logique de dévitalisation des droits collectifs et d'individualisation des droits que je ne partage absolument pas".

Plus généralement, "lorsqu'on obtient de nouveaux droits" dans une entreprise, une branche ou en interprofessionnel, il est "de la responsabilité de la puissance publique de les étendre ou de les généraliser pour garantir l'égalité des droits".

Le futur leader voit comme un "autoritarisme primaire", "quasi dictatorial" le fait que pour la réforme de la formation professionnelle, l'exécutif n'ait pas pris en compte le refus unanime des syndicats de transformer l'unité de mesure du compte personnel de formation (CPF), en euros plutôt qu'en heures.

Et raille "le big bang" de la formation professionnelle promis par Muriel Pénicaud avec cette réforme qui doit être présentée en conseil des ministres le 27 avril, en plein congrès de Force ouvrière. "Big bang, ça rime avec boomerang, qui peut mettre du temps à revenir mais revient toujours".

Face à la "com' très bien faite" et "extrêmement efficace" de l'exécutif, lui envisage de moderniser celle de Force ouvrière, promettant "phrases chocs" ou présence plus adéquate sur les réseaux sociaux où le syndicat "est mauvais".

Autre mission: "essayer de réhabiliter le syndicalisme dans l'esprit de chacun". "Syndicalisme ne rime pas forcément avec chemise arrachée ou pneu brûlé. C'est avant tout protéger et défendre les collègues et les salariés", relève-t-il.

"Syndicalisme, c'est un engagement", insiste-t-il, regrettant que "sur les plateaux télé, quand on a affaire à un représentant d'une association quelconque, c'est noble et positif, mais dès qu'il s'agit d'un syndicaliste, c'est tout de suite ringard, c'est l'empêcheur de tourner en rond".

Or l'enjeu est crucial car "les digues du statut, des conventions collectives, du Code du travail, de la Sécu sont très largement fissurées" et "le gouvernement pose des bombes à fragmentation sur ces digues" en vantant le "chacun pour soi, dans une logique de jungle".

